



Marché 2025-01
« Fourniture et livraison de repas en liaison froide pour la cantine scolaire »

Marché public de services

passé selon une procédure adaptée

(articles R.2123-1, R.2131-12, R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique)

Pouvoir adjudicateur : M. PARMENTELAT, Président

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Options au sens du droit communautaire :

- ☐ Marchés de prestations similaires
- ☐ Tranches optionnelles
- ☒ Marché reconductible

Date limite de remise des offres : le Jeudi 31 Juillet 2025 à 12h00

Heure de Paris (UTC+01:00)

Accord-cadre à bons de commande :

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande :

- Montant minimum : 15 000 HT annuel
- Montant maximum : 50 000 HT annuel

0. Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations objet du marché, dernier document en vigueur lors de l'établissement de la présente pièce. Cette pièce générale, bien que non jointe au marché, est réputée connue des candidats.
- Le DQE valant BPU
- Le mémoire technique du candidat

Pièces notifiées au titulaire :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS), les pièces notifiées au titulaire seront les suivantes :

- le Document de Consultation des Entreprises (DCE) comprenant l'Acte d'Engagement (AE), le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), le CCTP, la pièce financière.

1. Durée du marché / délais d'exécution

La durée du présent marché est de 12mois à compter de l'émission du premier bon de commande par la collectivité.

Il pourra être renouvelé 3 (trois) fois par tacite reconduction, sans toutefois pouvoir dépasser au total 4 (quatre) ans.

Toutefois, il pourra être dénoncé annuellement par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, trois mois avant la date d'expiration.

Date prévisionnelle de commencement d'exécution : 1 Septembre 2025.

2. Lieux de livraison

- Ecole d'Atton , 1 rue des dames -54700 ATTON
- Salle polyvalente de Bezaumont, 100 grande rue -54380 BEZAUMONT.
- Salle des fêtes le Couarail, 21 grande rue -54700 LOISY,

3. Prix et modalités de règlement

3.1 Prix de règlement

3.1.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires.

Le marché est passé à prix révisables.

Le mois M_0 est le mois contenant la dernière date limite de remise des offres initiales ou négociées. Ce mois est précisé dans la page de garde des documents du marché.

3.1.2 Révision des prix

La révision s'applique annuellement (à la date anniversaire du marché), par application du coefficient de révision Cr déterminé par la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m}{I_0}$$

dans laquelle :

I_m représente l'index « Repas dans un restaurant scolaire ou universitaire » indice INSEE à consulter sur le site www.indices.insee.fr - Identifiant : 001765066 connu, c'est-à-dire publié au Journal Officiel à la date d'application de la révision ; I_0 étant respectivement la valeur définitive de cet indice du mois M_0 .

La révision ainsi calculée est définitive.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Le prestataire **établira annuellement au mois de mai de l'année N** la proposition de révision des prix applicable à compter du mois de septembre de cette même année N.

3.2 Facturation

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 entre en vigueur de manière différée et progressive. En effet, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique aux contrats en cours d'exécution ou conclus postérieurement :

- au 1er janvier 2017 : pour les grandes entreprises et les personnes publiques ;
- au 1er janvier 2018 : pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- au 1er janvier 2019 : pour les petites et moyennes entreprises ;
- au 1er janvier 2020 : pour les micros entreprises.

Ces catégories d'entreprises sont celles prévues par le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008.

En application de l'article 1^{er} de l'ordonnance N°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, et dans le cadre de la modernisation de l'action publique, l'Etat a mis à disposition des fournisseurs, depuis le 1^{er} janvier 2017, un portail dénommé « Chorus Portail Pro (cpp2017) », qui vous permet de transmettre vos factures sous forme dématérialisée. Les collectivités territoriales accèderont à ce portail pour le traitement des factures déposées par les partenaires. L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures devront être exclusivement envoyées sur le portail « Chorus Portail PRO » : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Celles-ci comporteront obligatoirement les mentions suivantes :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro de la facture ;
- 4) la période de facturation
- 5) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées ;
- 6) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 7) Les montants totaux hors taxes, de la TVA, de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 8) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- 9) A la première facturation, le RIB à jour du prestataire, ainsi qu'à chaque changement de RIB

L'attention du candidat est attirée sur le fait que les factures qui ne respectent pas ces règles seront **systématiquement** retournées.

3.3 Compte à créditer

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des bénéficiaire(s) ci-dessous :

A COMPLETER PAR LE
CANDIDAT

<input type="checkbox"/> CAS N°1 : Candidature individuelle ou groupement avec compte commun Compte unique au nom de la société : <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> CAS N°2 : Candidature en groupement avec comptes séparés au nom du Co-traitant mandataire : <input type="text"/> Co-traitant N°2 : <input type="text"/> Co-traitant N°3 : <input type="text"/>

FOURNIR EN ANNEXE LE(S) RIB

Le candidat précise, en cas de groupement d'entreprises conjoint, tous les comptes qui devront être crédités dans le cadre de l'exécution du marché public et joint un relevé d'identité bancaire ou postal pour chaque compte ainsi qu'un tableau de répartition des paiements.

Si le titulaire souhaite en changer, il devra adresser un courrier et un nouveau RIB à la Collectivité.

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les déclarations de sous-traitance.

3.4 Délai global de règlement

Le délai global de paiement, incluant l'intervention de l'ordonnateur et celle du comptable, est fixé à **30 jours**.

4. Retenue de garantie

Sans objet.

5. Réception et délai de garantie

Il sera fait application des dispositions de l'article 25 du CCAG FCS.

Le délai de garantie est fixé à 12 mois à compter de la date d'effet de la réception.

6. Avance

Sans objet.

7. Pénalités

Le montant des pénalités est plafonné à 20 % du montant HT du marché.

Aucune exonération ne sera appliquée. Les pénalités seront donc appliquées dès le 1er euro.

Les pénalités ne subiront pas les variations prévues au marché.

7.1 Pénalités et résiliation en cas de manquement à la législation sur le travail dissimulé

Conformément aux dispositions de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, s'il est constaté que le titulaire du marché ne respecte pas les obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail (interdiction du travail dissimulé), le pouvoir adjudicateur le mettra en demeure de régulariser la situation.

En l'absence de régularisation au terme du délai imparti, la collectivité pourra résilier le marché aux frais et risques du titulaire ou appliquer des pénalités d'un montant de 50 euros par jour calendaire.

Le montant des pénalités en cas de manquement à la législation sur le travail dissimulé est plafonné à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

7.2 Pénalités de retard

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG FCS

Pénalités pour retard de service : Sauf cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative, tout retard de livraison (livraison après 11h00), sera sanctionnée par une pénalité de 10% du montant total de la commande (TTC), sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Si le retard n'est pas imputable au titulaire, aucune pénalité ne lui sera appliquée.

7.3 Autres pénalités

Toute anomalie pourra être signifiée par courriel ou courrier au prestataire.

Il appartiendra au prestataire d'apporter les réponses et explications et de prendre les mesures nécessaires dans un délai de 48h00.

7.3.1 Pénalités pour non-fourniture de service ou la fourniture insuffisante

Sauf cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence administrative, l'absence de livraison de repas ou la livraison de repas en nombre insuffisant, sous réserve de la responsabilité du prestataire, entraînera de plein droit, et sans mise en demeure préalable le prononcé de pénalités d'un montant égal au double du montant des repas non livrés.

Au surplus, dans cette hypothèse, la collectivité pourra pourvoir aux besoins du service aux frais et risques de l'entreprise sans mise en demeure préalable.

7.3.2 Pénalités pour non-respect des grammages

En cas de non-respect des grammages, une pénalité de 50% du prix du repas sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Les pénalités porteront sur les prestations dont le grammage sera non conforme au marché.

Le contrôle sera effectué par les agents de la collectivité ou par un expert mandaté par la Collectivité, par pesée des prestations livrées. En cas de non-conformité, le titulaire sera averti immédiatement de manière à pouvoir contrôler la mesure effectuée.

7.3.3 Pénalités pour mauvaise qualité

En cas de non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité (date limite dépassée, barquette endommagée, fruits non consommables, autres anomalies constatées, arêtes dans le poisson ...) une pénalité de 50 % du prix unitaire TTC par repas concerné sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

7.3.4 Pénalités pour non fourniture des certificats ou factures justificatives

Des pénalités d'un montant de 50 € par jour de retard pourront être perçues en cas de non production, à la suite d'une demande de la collectivité, des certificats de provenance ou autres documents telles que factures d'achat destinées à connaître la provenance des produits servis.

7.3.5 Pénalités pour tromperie sur les labels ou les certificats

Indépendamment de la transmission aux autorités administratives compétentes du dossier portant sur l'utilisation frauduleuse de labels ou de certificats, les repas dans lesquels auront été incorporés des produits ne correspondant pas aux labels ou aux certificats présentés ne seront pas payés.

La collectivité se réserve le droit de demander au prestataire de lui fournir les attestations des fournisseurs.

8. Modification du marché public et marché de prestations similaires

Dans le cas particulier où le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations sera subordonnée à une modification du marché public ou à une décision de poursuivre.

Des marchés de prestations similaires pourront être conclus conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

9. Pièces établies dans le cadre de l'exécution des marchés

Les candidats sont informés que certaines pièces établies dans le cadre de l'exécution du marché sont susceptibles d'être transmises à l'attributaire par voie dématérialisée via le profil acheteur AWS à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.info/>.

10. Assurances

Le titulaire, ainsi que ses cotraitants éventuels, doivent contracter les assurances exigées ci-dessous. Ils doivent maintenir les assurances demandées. A défaut, leur responsabilité sera engagée.

Assurance responsabilité civile :

Le titulaire sera tenu, au titre du présent contrat passé avec la Collectivité, de garantir la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir à raison des dommages causés aux tiers en vertu de l'article 1384 du code civil, que ces dommages soient causés :

- par le personnel salarié de l'entreprise ou toute personne sous la responsabilité de celle-ci dans l'activité nécessitée par l'exécution du contrat, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes, y compris le sous-traitant agréé ;
- par le matériel ou les produits utilisés ;
- du fait des prestations exécutées ou du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise.

Seront notamment couverts tous les risques d'intoxication alimentaire.

L'entreprise sera tenue d'informer la Collectivité de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, cela dans les quinze jours suivant sa décision.

Il est spécifié également que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par son titulaire d'un exemplaire de sa police d'assurance « responsabilité civile » contractée à cet effet, pour agrément préalable.

Le titulaire sera tenu de présenter au début de chaque année de prestation une attestation délivrée par la compagnie d'assurance détaillant la nature et l'étendue des garanties et justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par l'entreprise, cette dernière sera réputée la prendre entièrement à sa charge.

11. Résiliation

Les conditions et modalités de résiliation sont celles prévues au CCAG FCS.

Il sera fait application des dispositions des articles L.6 et L. 2195-1 à L.2195-6 du Code de la Commande Publique.

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts/pour faute du titulaire.

12. Dérogation aux documents généraux

- L'article 12 du présent document déroge à l'article 4 du CCAG services
- L'article 12 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG services
- L'article 19.2 du présent document déroge à l'article 14 du CCAG services